

**Commission:** OSCE

**Subject:** « Towards a strategy of cooperation between the OSCE and the European Union to counter terrorism and cyberwarfare ? »

**Author:** Moldova

La Moldavie est depuis 1992 non seulement membre de l'Organisation des Nations Unies, mais également membre de la Communauté des Etats indépendants, une organisation intergouvernementale créée en 1991 par le traité de Minsk. La république parlementaire de Moldavie est dirigée par Maia Sandu élue en 2020 avec 57,2% des voix (première femme moldave élue à cette fonction). Elle mène une politique de centre libéral et elle s'est engagée dans une politique anti-corruption et contre le népotisme. Elle se trouve ainsi dans une position tout à fait pro européenne.

La Moldavie a longtemps été qualifiée de pont entre les civilisations russo-orthodoxe et occidentale. Cette vision des choses paraît aujourd'hui dépassée. Notre pays a fait le choix définitif des valeurs de l'Union européenne. Notre pays ne peut pas accepter la menace que fait planer sur celles-ci l'attitude de la Russie du Président Poutine.

En effet, les services de renseignement occidentaux ont de longue date établi l'entière responsabilité du gouvernement russe actuel. C'est pourquoi notre objectif principal est de garantir la sécurité de notre pays vis-à-vis de la Russie alors que se sont rallumées les tensions depuis l'élection de 2020.

La société moldave est profondément divisée entre partisans de l'intégration européenne et adeptes d'un rapprochement avec Moscou. Le conflit territorial de Transnistrie fait peser de lourdes incertitudes sur l'avenir. La confrontation géopolitique entre la Russie et l'Occident, qui s'est nettement aggravée depuis le début du conflit en Ukraine, occupe une place centrale dans les débats moldaves en matière de politique intérieure et militaire.

Le rattachement de la Crimée à la Russie et le déclenchement du conflit dans le Donbass au printemps 2014 ont significativement accru les menaces pesant sur la Moldavie. La Russie continue de jouer un rôle significatif dans la vie économique et politique moldave. Elle porte atteinte à nos intérêts en cherchant en permanence à infléchir l'orientation pro-européenne. Dans la sphère économique, nous pouvons dire que le marché russe a cessé d'être le premier débouché des produits moldaves et cela dès 2011. En 2014, les exportations moldaves vers La Russie avaient baissé à des niveaux extrêmement faibles (12%.)

En matière de politique étrangère, la fracture de la société moldave s'est davantage accentuée en 2016 avec la victoire du socialiste Igor Dodon. Notre gouvernement s'efforce de promouvoir une voie alternative à celle suivie par l'antérieur chef d'Etat, avec un rapprochement de l'Union européenne, contrairement au projet eurasiatique défendu par La Russie.

La diffusion de médias russes en Moldavie ainsi que la dépendance du pays envers le gaz russe et l'importance du marché russe pour le secteur agricole moldave sont autant de facteurs qui empêchent l'émergence d'une alliance consensuelle.

Ajoutons à cela le fait que la Moldavie n'est pas vraiment autonome en matière de politique économique dans la mesure où elle dépend au niveau financier, des Etats occidentaux et des organisations internationales. Il est remarquable que la Russie ne subventionne pas la Moldavie - à part la Transnistrie qui se voit allouer annuellement 100 millions de dollars-. La Russie est actuellement responsable de l'affaiblissement de notre pays.

Enfin il sera impossible de trouver une solution au problème transnistrien sans une contribution de la Russie à notre économie, d'autant plus que l'annexion de la Crimée, la guerre du Donbass puis l'attaque de février 2022 ont provoqué un probable long conflit entre la Russie et l'Ukraine."Un jeu d'équilibre prudent entre la Russie et l'Occident, telle est la clé de l'avenir de la Moldavie"

Un échange efficace d'informations entre les services répressifs, les autorités judiciaires et les services de renseignement des États membres est essentiel pour lutter contre le terrorisme, suivre les combattants étrangers et lutter contre la criminalité organisée. Promotion de la mise en œuvre du cadre juridique international contre le terrorisme et renforcement de la coopération juridique internationale en matière pénale liée au terrorisme. Nous devrions augmenter le dialogue et la coopération sur des questions liées à la lutte contre le terrorisme, en particulier grâce à des partenariats entre les pouvoirs publics et le secteur privé (monde des affaires, industrie), ainsi que la société civile et les médias; puis renforcer les efforts déployés à l'échelle nationale pour appliquer la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité de l'ONU sur la non-prolifération des armes de destruction massive. Nous devons réduire nos risques grâce à une gestion d'appareils centrée sur la sécurité. L'engagement de chaque employé dans le processus de sécurité grâce à des pratiques et des politiques proactives est essentielle. De plus, les petites entreprises et PME doivent sélectionner du matériel sécurisé et adopter des protocoles sécurisés pour se protéger plus efficacement.

Enfin nous voudrions vous dire qu'il sera impossible de trouver une solution au problème transnistrien sans une contribution de la Russie à notre économie, d'autant plus que l'annexion de la Crimée, la guerre du Donbass puis l'attaque de février 2022 ont provoqué un probable long conflit entre la Russie et l'Ukraine."Un jeu d'équilibre prudent entre la Russie et l'Occident, telle est la clé de l'avenir de la Moldavie"